
COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS
L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Le 8 mai 2015

Béton Provincial Ltée

REQUÉRANTE

**DÉCLARATION D'INTENTION DE FAIRE DES REPRÉSENTATIONS SUITE À LA
RÉCEPTION D'UN PRÉAVIS DE CONCLUSION DÉFAVORABLE**

**[Art. 84 des Règles de procédures (Règles) de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion
des contrats publics dans l'industrie de la construction (CEIC)]**

PAR LES PRÉSENTES, BÉTON PROVINCIAL LTÉE REQUIERT LA PERMISSION DE FAIRE DES REPRÉSENTATIONS, PAR L'ENTREMISE DE SES PROCUREURS, EN REGARD DES CONCLUSIONS CONTENUES AU PRÉAVIS DE LA CEIC EN VERTU DE L'ARTICLE 82 DES RÈGLES DATÉ DU 21 AVRIL 2015.

Béton Provincial est en profond désaccord avec la conclusion défavorable énoncée à la lettre de la procureure en chef de la CEIC datée du 21 avril 2015 (le **Préavis**).

De façon préliminaire mais tout autant essentielle, Béton Provincial est hautement préoccupée par le processus préalable à l'émission d'une telle conclusion défavorable. La rédaction du Préavis laisse bien voir l'orientation de la CEIC alors que Béton Provincial n'a jamais témoigné lors des audiences ou même été convoquée ou rencontrée à ce sujet par quelque autorité ou représentant de la CEIC que ce soit, bien qu'elle ait par ailleurs été rencontrée par des représentants de la CEIC à d'autres égards. Cette rencontre aurait permis à Béton Provincial de donner sa version des faits en regard des allégations contenues au Préavis dans un contexte où elle ne porte pas atteinte elle-même à sa réputation dans le contexte d'audiences éventuellement publiques alors qu'il est possible que ce rapport ne contienne pas la conclusion défavorable envisagée. Le processus nous paraît présenter un risque réputationnel important à l'égard de Béton Provincial, dans un contexte hautement hypothétique. Cette préoccupation est à l'évidence exacerbée par le contexte public et politique actuel.

La conclusion défavorable énoncée au Préavis ne constitue qu'une possibilité. Or, dans le contexte où la CEIC n'a pas jugé utile de convoquer ni même rencontrer notre entreprise à ce sujet dans le contexte des audiences tenues, le fait d'inférer une conclusion défavorable porte atteinte à nos droits fondamentaux. Nous n'avons pas eu le privilège d'assister aux témoignages relatifs à cette conclusion, le cas échéant, et encore moins d'être représentés par procureur afin de pouvoir contre-interroger le ou les témoins concernés. La décision d'intervenir à ce stade-ci, sachant que tout témoignage sera ultérieurement rendu public, afin de répondre à une conclusion possible qui semble se fonder sur une facture a comme conséquence inévitable que Béton Provincial porterait atteinte, injustement, à sa réputation alors qu'il lui paraît évident que la CEIC ne peut raisonnablement et valablement tenir une telle conclusion à son égard en raison tant du processus qu'elle a choisi d'adopter qu'en raison de l'absence de preuve prépondérante pour appuyer une telle conclusion.

Dans ces circonstances, Béton Provincial réserve tous ses droits à l'égard de ce qui précède, notamment de contester judiciairement toute conclusion définitive à son égard et de présenter dans un tel contexte toute preuve contraire à une telle conclusion.

Nous nous permettons par ailleurs quelques observations en lien avec la possible conclusion défavorable, ci-après reproduite :

« D'avoir participé à des stratagèmes de fausse facturation avec la firme Roche afin de contribuer aux campagnes électorales de Germain Chevarie et Georges Mamelonet en 2008. »

Cette accusation est absolument fausse. Jamais M. Bélanger n'a-t-il été informé par Roche ou par qui que ce soit des « réelles » raisons pour laquelle la facture 5461 lui a été transmise par la firme *gemini*, à supposer qu'il s'agisse d'un stratagème de fausse facturation, ce que nous ignorons résolument et complètement. Jamais avant la réception du Préavis n'avait-il même été envisagé par qui que ce soit au sein de Béton Provincial que cette facture puisse avoir été transmise à M. Bélanger pour une raison autre que celle qui lui avait été exposée.

Bien que la facture ait été émise en janvier 2009, M. Bélanger se souvient avoir reçu un appel de M. André Côté, de la firme Roche. M. Bélanger connaissait M. Côté et avait eu l'occasion de discuter avec lui d'un possible projet d'implantation de quelques milliers de fosses septiques en béton aux Îles-de-la-Madeleine, en raison d'un problème de conformité. Au meilleur du souvenir de M. Bélanger, M. Côté lui a demandé, lors de cet appel, de contribuer financièrement à une étude de marché à ce sujet, ce que M. Bélanger a accepté pour des raisons évidentes d'affaires, en ce qu'un tel projet aurait pu présenter une occasion d'affaires intéressante pour notre entreprise déjà présente dans ce secteur de marché. Cette démarche de M. Côté ne présentait aucun caractère exceptionnel ni inhabituel qui lui aurait permis de douter du réel motif de cette demande, à supposer que le motif ait été différent de celui identifié. Mais à nouveau et de façon catégorique, jamais avant la réception du Préavis n'avait-il même été envisagé par qui que ce soit au sein de Béton Provincial que cette facture puisse avoir été transmise à M. Bélanger pour une raison autre que celle qui lui avait été exposée

Nous vous invitons à contacter nos procureurs *Norton Rose Fulbright Canada* (Me Ian Gosselin) pour toute information additionnelle et pour tout suivi, le cas échéant, à la présente aux coordonnées suivantes .

Me Ian Gosselin
Norton Rose Fulbright Canada

Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.
procureurs dûment autorisés de Béton Provincial ltée